

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	50	25

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Coopération renforcée
avec la Ville de Biot - Convention cadre

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.171

Date de la convocation :
Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Michel MAZUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance, d'accès au droit et d'insertion par l'économique.

Depuis 2004 les unités de prévention de la CASA interviennent en partenariat avec les services jeunesse sur différents territoires pour un public de 16 à 25 ans, par le biais de différentes actions comme les chantiers-école, les opérations courts chantiers ou encore l'action BAFA Solidaire dans le but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et, d'autre part, de prévenir les actes de délinquance et la récidive.

Fort de la réussite de cette collaboration la CASA et la Ville d'Antibes ont convenu d'une convention de coopération renforcée lors du Conseil communautaire du 18/03/2013 et renouvelée en Conseil communautaire du 27/06/2016.

De même, la commune de Villeneuve Loubet et la CASA ont convenu d'une convention de coopération renforcée lors du Conseil Communautaire du 27 juin 2016.

Sur la commune de Biot, les actions mises en œuvre par la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A. se déclinent par des actions d'accès au droit, d'insertion par l'économique et de prévention de la délinquance, notamment celles dites de prévention secondaire (actions en direction d'un public ciblé et destinées à réduire les comportements inadaptés grâce à un accompagnement éducatif spécialisé) et tertiaire (volet curatif de la prévention destiné à prévenir et traiter la récidive).

Le service Jeunesse de la commune de Biot met en œuvre, une politique jeunesse auprès des 12-25 ans, orientée vers des missions sociales, éducatives et culturelles. Il propose à cet effet des actions éducatives de loisirs de droit commun relevant de la prévention primaire (mesures prises avant la survenue de la violence). La politique du service Jeunesse s'appuie sur des actions de nature éducatives, préventives, de médiation et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Par conséquent, la politique Jeunesse en direction de tous les publics jeunes, relève donc des compétences des deux institutions qui décident de mettre en œuvre une coopération de travail renforcée afin de rendre plus efficaces et performantes les actions développées auprès de ce public jeunes.

L'objectif est d'avoir dans le domaine de la jeunesse une approche globale et complémentaire sur le territoire biotois en favorisant le travail en réseau et la transversalité entre tous les acteurs des politiques de prévention jeunesse (C.A.S.A., Commune, Mission locale, associations locales intervenant auprès des publics jeunes, adultes et des familles...). Il est alors primordial qu'une coopération renforcée se réalise dans un souci d'efficacité, d'efficience et d'amélioration du service public envers les jeunes.

Une convention fixant les modalités de cette coopération renforcée et définissant les différents moyens mis en commun ainsi que les conditions de réalisation des actions est proposée à l'approbation du Conseil Communautaire.

Ce partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit.

La présente convention est fixée pour une durée de quatre ans à compter de sa date d'exécution. Elle pourra être renouvelée de façon expresse.

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 17 novembre 2016 ;

Vu l'intérêt que représente ce partenariat dans le domaine de la jeunesse pour la C.A.S.A. ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser le principe de partenariat dans le domaine de la jeunesse entre la C.A.S.A. et la commune de Biot,
- d'approuver les termes de la convention portant sur ce partenariat, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention et tout document relatif à ce partenariat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser le principe de partenariat dans le domaine de la jeunesse entre la C.A.S.A. et la commune de Biot,
- d'approuver les termes de la convention portant sur ce partenariat, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention et tout document relatif à ce partenariat.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION CADRE DE COOPERATION RENFORCEE

ENTRE

LA COMMUNE DE BIOT

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS (C.A.S.A)

POLITIQUE JEUNESSE: CONVENTION CADRE DE COOPERATION RENFORCEE ENTRE LA COMMUNE DE BIOT ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS (C.A.S.A.)

Entre

La commune de Biot, représentée par son maire, Madame Guilaine DEBRAS, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2016

désigné ci-après « la commune »,

d'une part

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du 19 décembre 2016

désignée ci-après « la C.A.S.A. »

d'autre part,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT

Au regard de la volonté politique de la ville de Biot de porter une vision globale du citoyen de demain, concrétisée par l'accompagnement de l'enfant dès son plus jeune âge jusqu'à sa majorité, le Conseil municipal a adopté un projet éducatif.

Ainsi, se fondant sur ce projet, la commune de Biot a mis en place notamment une politique jeunesse (11-25 ans) orientée vers des missions sociales, éducatives et culturelles.

Composé d'une équipe éducative diplômée de l'animation ayant une bonne connaissance et approche du public « adolescent », le service Jeunesse est chargé de participer au développement personnel des jeunes, de favoriser la réussite éducative en développant de nouvelles actions permettant une prise en compte de la jeunesse dans sa diversité.

Il a également pour mission de les accueillir, les informer, les accompagner et les orienter en fonction de leurs besoins. Le service Jeunesse propose ainsi des actions éducatives de loisirs de droit commun relevant de la prévention primaire (mesures prises avant la survenue de la violence).

La C.A.S.A a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, de mettre en œuvre la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance dites de prévention secondaire (actions en direction d'un public ciblé et destinées à réduire les comportements inadaptés grâce à un accompagnement éducatif spécialisé) et tertiaire (volet curatif de la prévention destiné à prévenir et traiter la récidive). La commune conserve quant à elle la compétence pour les actions de prévention primaire et les actions éducatives en lien étroit avec la politique jeunesse et de l'enfance dont les enjeux relèvent davantage du territoire communal.

De ce fait, la C.A.S.A, met en place au titre de son intérêt communautaire "Politique de la Ville" des actions liées à son domaine de compétence que sont : la prévention de la délinquance, l'accès au droit et l'insertion par l'économie.

Déclinées sur Biot par activités, ces actions ont pour objectif de favoriser :

- L'insertion sociale et professionnelle des plus de 26 ans par le biais du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) ;
- L'insertion sociale et professionnelle des 16 - 25 ans par le biais d'accompagnements socio-éducatifs individuels réalisés par un éducateur de prévention du service Prévention Jeunesse CASA et des actions collectives dans le cadre de dispositifs type Opération Courts chantiers, Chantier Ecole, Raid pour l'emploi ;
- L'accès et l'apprentissage de la citoyenneté dans le cadre de l'activité de l'antenne de Justice de Valbonne ;
- Le maintien de la relation parents-enfants réalisé par le service Trait d'Union dans le cadre d'une convention avec le Ministère de la Justice ;
- La prévention des violences conjugales réalisée par le service Parenthèse,

Différentes structures participent aussi à cette politique jeunesse et constituent un réseau d'acteurs notamment :

- La Mission Locale Antipolis dans le cadre du service public pour l'emploi des jeunes,
- Les associations locales intervenant auprès des publics jeunes, adultes et des familles.

Le cadre de ces actions, mises en œuvre au titre de la prévention de la délinquance, est abordé au sein d'une cellule de veille, afin d'évaluer leur pertinence face aux problématiques liées à la jeunesse et à la famille.

La politique jeunesse en direction des publics jeunes, relève donc des compétences des deux institutions. Le service Jeunesse de la commune de Biot et la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A. mettent en œuvre une coopération de travail renforcée afin de rendre plus efficaces et performantes les actions développées auprès de ce public.

Par conséquent la commune de Biot et la C.A.S.A souhaitent formaliser et développer leur partenariat dans le cadre d'une coopération renforcée afin de valoriser les actions menées et ainsi définir les différents moyens mis en commun et les conditions de réalisation des actions en précisant les obligations réciproques des parties.

L'objectif est d'avoir dans le domaine de la jeunesse une approche globale sur le territoire. La politique du service jeunesse s'appuie sur des actions de nature éducatives, préventives, de médiation et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Ces actions doivent s'adapter aux particularités de la jeunesse et s'articuler dans une totale complémentarité, ce qui nécessite une collaboration entre les différents acteurs en place (municipaux, communautaires et associatifs).

Aussi, afin de répondre de façon globale et adaptée aux besoins d'un public commun appartenant à un même territoire, il est primordial qu'une coopération renforcée se réalise de façon concertée permettant une amélioration du service rendu au public jeune.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la collaboration entre la commune de Biot et la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A.

Elle formalise la coopération renforcée entre les deux institutions via des actions déjà existantes, d'autres à renforcer et à créer en recherchant de nouveaux partenariats à mettre en place à destination des jeunes, des familles et des adultes.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS RECIPROQUES

Pour mener à bien cette coopération renforcée, les deux institutions s'engagent à mettre en place une organisation et un fonctionnement permettant d'optimiser les missions respectives des services et directions susvisées, de clarifier le rôle de chacun, de définir les attentes et objectifs à atteindre.

Des réunions de travail en matière de prévention sur ces dossiers communs seront régulièrement organisées par les responsables hiérarchiques des deux collectivités afin de faire le bilan de cette coopération, de partager des informations sur le territoire et de faire des propositions d'actions ou de proposer des réajustements en fonction des besoins recensés.

❖ SERVICES ET ANIMATIONS proposés aux jeunes de 11 à 17 ans

Le service jeunesse propose des activités aux jeunes de 11 à 17 ans et met en œuvre :

- Dans le cadre de l'accueil de loisirs situé à Biot :
 - Des prestations d'accueil et d'activités adaptées, des projets d'animation et d'accompagnement, ainsi que l'organisation d'un séjour court, d'activités culturelles ou festives construisant un lien social entre générations, quartiers et communautés, en faveur des jeunes de 11 à 17 ans.
 - Des séjours, de 7 à 12 jours, pris en charge par un prestataire, sont organisés, deux fois par an (séjour hiver et séjour été).
- Dans le cadre des sorties et activités pendant les périodes scolaires :
 - Des activités ou sorties pédagogiques en matière de culture, de sport et de loisirs.
- Dans le cadre du conseil consultatif des jeunes :
 - Une entité favorisant l'échange et les débats sur le « moi et ma commune » ainsi que la participation des jeunes à l'émergence de projets pour la ville et pour tous les jeunes. Ce projet est à l'étude.
- Dans le cadre de la parentalité :
 - Des temps d'échanges en matière de parentalité, de connaissance de l'enfant et de prévention des addictions, en direction des publics familles et jeunes.

L'accueil collectif de mineurs, le dispositif « Sac à dos », le séjour court, les activités et les sorties ponctuelles durant l'année scolaire, le conseil consultatif des jeunes.... sont autant d'équipements, de structures ou de dispositifs qui permettent la concrétisation et la réalisation des objectifs fixés. Une dynamique de promotion de la jeunesse s'appuyant sur la réalisation de manifestations et d'évènements dans la ville, concourt à l'expression des jeunes.

Ces manifestations sportives culturelles et de loisirs sont organisées par la commune de Biot et peuvent nécessiter une participation des agents de la CASA.

Le service Jeunesse s'engage à coordonner, sous son entière responsabilité ces actions en organisant des réunions préparatoires, de suivi et de bilan.

Dans le domaine de l'animation, la C.A.S.A est amenée ponctuellement et de manière complémentaire à mettre en œuvre des sorties sportives, culturelles ou de loisirs, parfois en lien avec la Carte LOL16/25 mais aussi des « séjours d'adhésion ». Le Service Prévention de la C.A.S.A organise ponctuellement durant la période estivale des activités nautiques avec le matériel dont elle dispose (canoë kayak).

❖ LE « TRAVAIL DE RUE »

Dans le cadre de la prévention de la délinquance, un travail de rue est organisé régulièrement sur les différents quartiers de Biot. Ce type d'intervention en binôme : un éducateur (CASA) et un animateur (service Jeunesse), au minimum une fois par semaine, permet d'une part d'identifier des jeunes en besoin d'insertion sociale et professionnelle, et d'autre part de mettre en œuvre une action de médiation entre des habitants et/ou des structures et des jeunes. La cellule de veille orientera ces interventions.

Une présence sociale par le repérage et l'analyse du terrain ainsi qu'une présence éducative par des actions concrètes auprès du public repéré sont développées.

Un travail spécifique pourra être élaboré sur différents sites en collaboration avec les services de la C.A.S.A. Les animateurs du Service jeunesse pourront être amenés à organiser et/ou participer à des actions communes (rencontres sportives, forums..) pour mener à bien des projets d'activités avec les jeunes.

❖ DISPOSITIFS D'INSERTION

Ils ont pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et l'accès à l'emploi. Ces dispositifs relèvent de la compétence de la C.A.S.A et prennent des formes adaptées selon le parcours des jeunes et leurs problématiques : Opération Court Chantier / chantier école / chantier d'insertion / Raid pour l'emploi / BAFA solidaire... Ces actions nécessitent l'identification d'un groupe de jeunes repéré soit dans le cadre du travail de rue, soit dans le cadre de l'accueil des jeunes dans les structures jeunesse des villes, soit par le biais des accompagnements de la Mission Locale. L'encadrement est effectué par un personnel qualifié pédagogiquement et techniquement. A ce titre, des agents du service Jeunesse peuvent être associés ponctuellement à partir d'un programme d'activités préalablement défini avec l'équipe de prévention C.A.S.A.

❖ ACTIONS VISANT LA CITOYENNETE

Ces actions organisées et coordonnées par la C.A.S.A., en partenariat avec différents acteurs, permettent de sensibiliser et d'informer les élèves du collège par le biais notamment de l'exposition 13/18. Sont concernés également tous les jeunes inscrits dans des dispositifs de formation ou d'accès à l'emploi. Des informations sur leurs droits et devoirs au sein de la société sous différentes formes leurs sont délivrées par l'Antenne de Justice de Valbonne.

La C.A.S.A. mettra à disposition gratuitement l'exposition « 13/ 18 - Questions de Justice » et apportera ses compétences techniques, juridiques en mobilisant ses partenaires.

Le service Jeunesse s'engage selon les disponibilités du service à participer et à mettre à disposition les agents et les équipements nécessaires à la réalisation de ces actions.

Toujours dans un même souci d'amélioration du service rendu au public, d'autres modalités de coopération pourront être envisagées, notamment la mise en place d'actions du service Jeunesse au sein de lieux publics communaux lors de journées ou demi-journées auxquelles pourront participer l'éducateur de prévention de la C.A.S.A.

La présente convention s'appliquera dans le respect des modalités d'organisation du travail en vigueur dans chaque collectivité.

❖ CARTE LOL16/25

Proposée par la C.A.S.A, gratuite et réservée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, cette carte leur permet de bénéficier d'avantages tarifaires dans les domaines de la culture, du sport et des loisirs. Ils bénéficient également d'informations en termes de prévention santé et de comportements à risques et plus globalement d'accès au droit.

Le service Jeunesse s'engage à informer sur cette carte, notamment durant ses manifestations communales.
Elle en fera la communication via ses propres supports de communication.

❖ LA CELLULE DE VEILLE

Présidée et animée par un élu de la commune, accompagné d'un agent territorial du service Jeunesse, cette instance de concertation aborde les priorités de la prévention de la délinquance et de la lutte contre l'insécurité. Elle mobilise les acteurs de l'Etat, des collectivités territoriales et du secteur économique et social.

La cellule de veille organise la réflexion et l'élaboration quant aux stratégies à coordonner avec des échanges d'informations et un traitement de situations nominatives sous couvert d'une charte déontologique.

Lieu privilégié d'échanges partenarial, elle permet l'évaluation, l'identification, le suivi et l'élaboration d'actions à mener pour prévenir et lutter contre les incivilités commises sur la commune.

L'intérêt de cette pluridisciplinarité est de croiser les compétences, les logiques institutionnelles et professionnelles pour aider les différents intervenants à accomplir au mieux leurs missions.

ARTICLE 3 : EVALUATION ET COORDINATION

Les deux parties s'engagent à communiquer les référents et les chefs de services ainsi que l'organisation respective.
Un bilan qualitatif et quantitatif sera produit annuellement. Il précisera les actions mises en place sur la commune et les accompagnements socio éducatifs. Dans le cadre de la cellule de veille, une présentation sera faite aux partenaires afin d'évaluer les objectifs atteints et les réajustements si nécessaire.

ARTICLE 4 : MOYENS MATERIELS MIS A DISPOSITION

Dans le cadre de ces activités, des moyens matériels pourront être mis à disposition, à savoir :

- Matériels C.A.S.A. : Mini bus de 9 places de la Mission Locale – Kayaks de mer – Exposition « Questions de Justice 13/ 18 ans »
- Matériels communal: Mise à disposition de locaux les mardis et jeudis de 13h30 à 17h en mairie principale et mairie annexe

L'utilisation de ces matériels se fera en fonction d'un planning à établir entre le service communal et communautaire concernés et à partir d'une procédure de prêt spécifique à chaque matériel. Tout utilisateur devra s'y conformer en signant un document s'engageant à la respecter.

Aussi, dans le cadre d'une convention, la commune met à disposition de la CASA des locaux dans la cadre d'accompagnements socio-éducatifs des jeunes de 16 à 25 ans avec l'éducatrice de prévention Jeunesse CASA, deux fois par semaine.

ARTICLE 5 : CONDITIONS TARIFAIRES

Le partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITES – ASSURANCES

Concernant les dommages susceptibles d'être causés par leur action conjointe, la C.A.S.A. et le service Jeunesse restent chacune responsable des conséquences dommageables pouvant résulter de l'activité de leurs agents, des biens ou locaux éventuellement mis à disposition ou encore des activités propres à leurs compétences.

Le service Jeunesse de la ville de Biot et la CASA sont garantis au titre de leur responsabilité civile par une police d'assurance.

Concernant les dommages susceptibles d'être subis par la C.A.S.A. et par la commune ou leur biens respectifs, sauf à ce qu'une faute ait été commise par sa cocontractante, chacune des collectivités assume elle-même les risques encourus et renonce à exercer un recours contre la collectivité partenaire.

En revanche, la C.A.S.A. et la commune restent libres d'engager tout recours contre tout tiers à la convention ayant pu participer à la survenance d'un dommage au préjudice de l'une de ces collectivités.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET – DUREE – TERME

La présente convention est consentie pour une durée de quatre ans. Elle prend effet une fois signée par les parties et revêtue de son caractère exécutoire.

A l'issue des quatre ans elle pourra être renouvelée expressément.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'exécuter restée sans effet.

Le service Jeunesse peut également mettre fin à la présente convention de plein droit, à tout moment, dans l'intérêt général, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un délai de préavis de deux mois.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de différend lié à l'application de la présente convention, formalisé par courrier, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute action en justice. En cas d'échec de la voie amiable du règlement, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Biot, en deux exemplaires originaux, le

Pour la commune de Biot,
Le Maire

Pour la C.A.S.A.,
Le Président

Guilaine DEBRAS

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_171
Nature : DE - Deliberations
Objet : Coopération renforcée avec la Ville de Biot - Convention cadre
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : mEvyAmr

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_171-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_171
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Coop?ration renforc?e avec la Ville de Biot - Convention cadre
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_171-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20161219-CC_2016_171-DE-1-1_2.PDF